

**DÉLIBÉRATION 2020 17 -  
Délégation de compétences au Bureau**

Séance du Comité syndical du 2 octobre 2020

**EXPOSÉ DES MOTIFS**

Les statuts du Syndicat ainsi que l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales permettent au Comité syndical de déléguer une partie de ses attributions au bureau à l'exception :

- du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances,
- de l'approbation du compte administratif,
- des dispositions à caractère budgétaire prises à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15,
- des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du Syndicat,
- de l'adhésion de l'établissement à un établissement public,
- de la délégation de la gestion d'un service public.

Il est proposé de donner délégation de compétences au bureau, pour l'ensemble de ses attributions excepté celles susvisées ainsi que celles déléguées au Président.

Je vous prie, mes cher.e.s collègues, de bien vouloir en délibérer.

Le Président,



## DÉLIBÉRATION 2020 17 -

### Délégation de compétences au Bureau

Séance du Comité syndical du 2 octobre 2020

Vu l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, portant création du Syndicat ;

Vu les statuts du Syndicat et notamment l'article 9-5 ;

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de déléguer au bureau, une partie de ses attributions, à l'exception de celles qui lui sont expressément réservées par la loi, par les statuts du Syndicat ;

**Le Comité syndical**, après en avoir délibéré,

**DECIDE**, de donner délégation de compétences au bureau, pour la durée de son mandat, pour l'ensemble de ses attributions à l'exception de celles déléguées au Président ainsi que celles réservées par la loi :

- du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances,
- de l'approbation du compte administratif,
- des dispositions à caractère budgétaire prises à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15,
- des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du Syndicat,
- de l'adhésion de l'établissement à un établissement public.
- de la délégation de la gestion d'un service public.

**PREND ACTE** que, conformément à l'article L. 5211-10 susvisé, le Président rendra compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation, lors de chaque réunion de l'organe délibérant.

**PREND ACTE** que, les décisions prises par le Président dans le cadre des pouvoirs qui lui sont ainsi délégués feront l'objet de toutes les mesures de publicité, notification et transmission légales et réglementaires.



Le Président,

Sylvain Raifaud